



# RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM

## MANIFESTATION DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉCLOISONNEMENT

16 NOVEMBRE 2020 | 15 heures-17 h 45  
DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2020  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM

1. Le 16 novembre 2020, alors que la pandémie de COVID-19 continuait de remettre en cause les acquis du développement et d'ébranler les fondements de la paix, les dirigeants mondiaux de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du système des Nations Unies se sont engagés à mettre en commun leurs atouts respectifs pour apporter l'aide attendue aux pays et aux populations auxquels ils prêtent assistance. Face aux immenses défis qui se profilent à l'horizon 2021 et au-delà, les interventions doivent être menées en synergie.
2. La question de la concentration des efforts là où l'impact sera le plus grand – au niveau des pays et des communautés – a été présente d'un bout à l'autre des discussions, lesquelles ont attiré l'attention sur l'asymétrie entre les moyens nécessaires pour aider les pays à intervenir et les moyens mis à disposition. Une attention particulière a été prêtée à certaines possibilités à exploiter telles que le soutien économique en faveur des pays à faible revenu et des économies émergentes: solutions pour le règlement de la dette; démarches souples, adaptées et cohérentes menées par la communauté internationale, notamment dans les pays fragiles, en conflit et en proie à la violence; et investissement dans les filets de protection sociale.
3. Faisant suite aux observations formulées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, qui a appelé à un "multilatéralisme en réseau" plus efficace et plus inclusif, les intervenants du débat de haut niveau ont défini les domaines prioritaires susceptibles de renforcer la cohérence des interventions en écho aux résultats escomptés suivants:

### **Premier résultat: Soutenir de bout en bout et de manière plus intégrée les politiques et la mise en œuvre dans les pays**

1. Les intervenants ont manifesté leur volonté de rechercher les moyens de mieux coordonner leurs efforts de façon à soutenir de bout en bout et de manière intégrée les politiques et la mise en œuvre dans les pays, en s'appuyant sur les atouts des différentes parties prenantes pour tirer parti du potentiel qu'offre le multilatéralisme en réseau.

### **Deuxième résultat: Renforcer l'organisation conjointe d'activités dans les domaines interdépendants de l'action humanitaire, du développement et de la paix dans les pays fragiles, en conflit et en proie à la violence**

2. Les intervenants ont manifesté leur volonté de rechercher le meilleur moyen de continuer de renforcer la planification et la coordination au niveau des pays, en prêtant une attention particulière aux pays fragiles, en conflit et en proie à la violence sur la base des recommandations issues du rapport *Chemins pour la paix* et de la Recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.

**Troisième résultat: Collaborer davantage pour proposer des solutions économiques aux pays**

3. Les intervenants ont fait part de leur souhait et de leur volonté de rechercher les moyens de coopérer plus étroitement afin de déterminer comment procéder au mieux pour offrir aux pays une marge budgétaire leur permettant d'effectuer les dépenses sociales nécessaires pour concrétiser les objectifs de développement durable (ODD), notamment en matière de lutte contre le surendettement, de façon à mettre en place des filets et des systèmes de protection sociale ciblés et à grande échelle, à créer des emplois et à les préserver, et à répondre aux besoins du secteur informel.
4. Tirant parti de la dynamique impulsée au cours du débat de haut niveau, le présent rapport du Président offre une vue d'ensemble des principaux thèmes et messages dont il a été question durant la réunion et expose les possibilités d'action collective.

## DISCOURS D'OUVERTURE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRINCIPAUX POINTS DÉBATTUS

5. **M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:** l'attribution du prix Nobel de la paix au PAM confirme le message selon lequel l'alimentation, c'est la paix. Il est nécessaire de mettre en place un type de multilatéralisme plus moderne et plus inclusif, qui soit également plus transparent, plus souple et plus accessible. Les démarches humanitaires visent à faire face aux aspects multidimensionnels de la pandémie, mais elles doivent être conciliées avec un relèvement à plus long terme qui s'attaque aux fragilités du développement mondial, notamment sur le plan du climat, des systèmes alimentaires et des moyens d'existence, et elles doivent venir en aide plus efficacement aux femmes.
6. **Mme Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI:** l'élimination de la faim et des famines est un impératif moral. Dans le même temps, la faim est le plus grave problème mondial qu'il est possible de résoudre. Nous pouvons tirer parti de nos atouts respectifs pour aider à structurer et à hiérarchiser ensemble les dépenses sociales effectuées par nos différentes organisations. Les institutions de Bretton Woods et les organismes des Nations Unies ont tous été créés pour améliorer la vie des populations. Le FMI s'est engagé à communiquer ses analyses et ses avis sur la meilleure façon d'utiliser les ressources au niveau des pays et d'intervenir en temps de crise. Les institutions multilatérales doivent collaborer à tous les niveaux pour investir dans la résilience des populations, de la planète et des financements.
7. **M. David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale:** des solutions sont envisageables, et possibles, si l'on prend des mesures vigoureuses. La priorité doit être de mettre en place des partenariats souples axés sur des missions précises sous la houlette de pays en développement, en tirant parti des ressources, des mandats et des savoir-faire respectifs des organisations partenaires. Les institutions financières internationales continuent de rechercher des solutions de réduction et de règlement de la dette, tout en s'employant à éviter les procédures prolongées de rééchelonnement qui ont retardé le relèvement par le passé et engendré un endettement cyclique insoutenable.
8. **Mme Jutta Urpilainen, Commissaire aux partenariats internationaux, Commission européenne:** il est essentiel de faire le lien entre les populations, la planète et l'économie pour s'attaquer à la faim, à la malnutrition et aux crises alimentaires dans le monde. La Commission européenne et l'Équipe Europe mettront à profit le Pacte vert pour l'Europe afin de contribuer à un programme de travail porteur de transformations destiné aux systèmes alimentaires.
9. **Mme Josefa Sacko, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture, Commission de l'Union africaine:** il est essentiel de renforcer la coordination et la coopération pour éviter les doubles emplois et assurer une utilisation efficiente des ressources disponibles. Les pays d'Afrique aspirent à des partenariats renforcés pour atteindre les objectifs de développement et appellent les partenaires à soutenir les initiatives nationales prioritaires au moyen tout à la fois des programmes existants et de nouveaux investissements. Cette démarche contribuera à bâtir une

économie résiliente, condition indispensable pour que l’Afrique se relève de la crise économique, sociale et humanitaire actuelle.

10. **M. Achim Steiner, Vice-Président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement:** il coûte cher d’être pauvre en pleine pandémie; il est nécessaire de procéder à une intégration intelligente et de mener une action conjointe pour répondre aux demandes adressées à la communauté internationale. Le monde passe actuellement d’une ère de l’aide au développement à une ère de coopération pour le développement; chaque entité doit jouer son rôle. Les organismes d’aide humanitaire devront continuer d’intervenir lorsqu’une crise perturbe l’exécution normale des activités, mais s’en tenir à la situation actuelle ne suffit plus. Il est nécessaire de mettre l’accent sur les aspects du processus situés en amont (bilans communs de pays, planification, et modalités de financement) pour poser les fondements de la mise en œuvre.
11. **M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d’urgence du système des Nations Unies:** c’est l’éradication de la famine qui est en jeu, et il faut agir immédiatement. Les membres des institutions financières internationales doivent donner à leur organisation les moyens d’apporter un soutien accru, plus rapide et plus efficace aux pays les plus vulnérables. Le financement humanitaire doit être maintenu pour les opérations menées dans les pays qui ne disposent pas des institutions ou des capacités nécessaires pour porter secours aux personnes qui ont besoin d’aide. Il faut investir dans les services de santé et d’assainissement de base. La paix et la stabilité sont indispensables.
12. **M. Ulrich Seidenberger, Président du Conseil d’administration du Programme alimentaire mondial et Représentant permanent de l’Allemagne auprès du PAM, de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture et du Fonds international de développement agricole:** en ce moment historique où de nombreuses crises se déroulent en parallèle, il nous faut repenser l’ensemble de notre système d’action humanitaire et d’aide au développement et rechercher des avancées en supprimant nos cloisonnements respectifs. Le décroisement va au-delà de l’amélioration de la collaboration; cela exige également de soutenir de manière intégrée les politiques et la mise en œuvre.
13. **M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial:** il est essentiel de coordonner les interventions pour répondre à des problèmes complexes. À une époque où les besoins sont aggravés par les conflits, le changement climatique et les pandémies, la communauté mondiale doit faire corps pour parvenir à un changement durable. Les structures multilatérales doivent adapter leurs démarches pour faire face aux défis de notre époque et investir dans la prévention.

## **INTERVENTIONS DES ÉTATS MEMBRES**

14. **M. Gerd Müller, Ministre fédéral allemand de la coopération économique et du développement:** il n’y a pas de retour possible aux anciens modes de pensée – nous devons agir de manière solidaire à l’échelle mondiale et trouver la volonté politique d’agir maintenant. La COVID-19 n’est pas juste une crise sanitaire ou alimentaire, mais une crise sociale et économique:

350 millions d'emplois ont été perdus, et le système des Nations Unies enregistre un déficit de financement de 10 milliards de dollars É.-U. Si la communauté internationale montre qu'elle a la volonté politique nécessaire, il reste possible de parvenir à un monde libéré de la faim d'ici à 2030: un investissement coordonné supplémentaire de 14 milliards de dollars par an de la part des donateurs, consacré au secteur de l'agriculture au service de la sécurité alimentaire et du développement rural, peut transformer ce souhait en réalité.

15. Les **représentants d'autres États membres** ont salué les éclairages apportés par les intervenants et accueilli favorablement la perspective d'une amélioration de la collaboration au sein de la communauté internationale. Le fait d'associer à l'action les institutions financières internationales et les partenaires de développement bilatéraux permettra d'harmoniser le message adressé aux pays, de rationaliser la planification et, potentiellement, de réduire la charge administrative pesant sur les gouvernements. L'amélioration de la coopération et de la collaboration aidera à axer les efforts sur la planification stratégique, la mobilisation des ressources, la mise en œuvre et l'enracinement des programmes dans les besoins des communautés et des ménages. Les membres du Conseil ont également posé diverses questions aux intervenants (voir le *Résumé détaillé*, ci-après).

## PROCHAINES ÉTAPES

16. En sa qualité de facilitateur, le Secrétariat du PAM communiquera le résumé du Rapport du Président et procédera à un suivi auprès des organisations participantes afin de rechercher des occasions et possibilités d'action précises. Un rapport final sera soumis aux hauts responsables de ces organisations. Ce rapport devrait contenir les mesures concrètes qui auront été convenues d'un commun accord en concertation avec les référents des différentes organisations.

## RÉSUMÉ DÉTAILLÉ DES DISCUSSIONS

### DISCOURS D'OUVERTURE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

17. Le Secrétaire général a souligné que l'attribution du prix Nobel de la paix 2020 au PAM est un message qui signifie que l'alimentation, c'est la paix et que la faim est un scandale. Le PAM a grandement mérité ce prix, et les pays qui l'ont soutenu si généreusement méritent une profonde reconnaissance.
18. Le Secrétaire général a mis l'accent sur la nécessité de donner la priorité à l'égalité des sexes, notant que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires programmé en 2021 serait une occasion importante de s'attaquer aux nombreux défis que pose le relèvement après la pandémie.

19. Action climatique: les organismes des Nations Unies sont pleinement résolus à renforcer la coordination mondiale pour ramener à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2050 et faire en sorte que l'ensemble des États, des villes et des entreprises établissent leur propre plan de transition pour atteindre ce but. Les systèmes alimentaires, et par conséquent le PAM, sont à cet égard essentiels.
20. Paix: le PAM a été un messenger de la paix et donc un acteur majeur de l'appel au cessez-le-feu mondial. Concernant l'avenir du multilatéralisme et la nécessité d'un "multilatéralisme de réseau", le fait que le PAM ait reçu le prix Nobel de la paix pourrait être perçu comme un symbole de la refonte du multilatéralisme mondial conformément à la déclaration ayant marqué le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.
21. M. Guterres a remercié les donateurs qui financent le PAM, mais souligné le déficit considérable qu'il reste à combler, à savoir 5 milliards de dollars actuellement. Il a pris acte du rôle important des organisations non gouvernementales partenaires, qui permettent au PAM de s'acquitter de sa mission auprès des personnes auxquelles il vient en aide, ainsi que du soutien essentiel des institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale.

#### RÉPONSE DU PAM AU DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

22. Remerciant le Secrétaire général pour ses observations, le **PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** a déclaré que l'attribution du prix Nobel au PAM donnait un nouvel élan à la collaboration et à la coopération internationales. On ne peut pas parvenir à la paix sans éliminer la faim, et la faim ne peut pas être éradiquée sans la paix, et, par voie de conséquence, l'appel fort du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu universel pendant la pandémie doit être entendu de tous.
23. Le **DIRECTEUR EXÉCUTIF** a déclaré que le PAM et les autres organisations du système international devaient toujours se demander comment faire en sorte de n'avoir plus lieu d'être. Les fonctions et les méthodes de travail cloisonnées, conçues il y a plusieurs dizaines d'années de cela, pourraient ne pas être idéales pour y parvenir à une époque où les besoins sont liés aux conflits et au changement climatique et aggravés actuellement par la COVID-19. Il est essentiel d'agir rapidement afin de prévenir la famine et la déstabilisation qui en est le corollaire et éviter ainsi des mouvements massifs et extrêmement coûteux de réfugiés. C'est en particulier dans les moments où les ressources sont limitées qu'une action de ce type exige une collaboration efficace et efficiente, et le thème du débat de haut niveau revêt donc une importance primordiale.

#### OUVERTURE DE LA MANIFESTATION DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉCLOISONNEMENT

24. À la suite du discours d'ouverture, le **PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** a ouvert la séance virtuelle du débat de haut niveau consacrée au thème "*Surmonter les cloisonnements institutionnels et garantir une plus grande intégration de la programmation, du financement et de la mise en œuvre*".

25. Le Président a qualifié le sujet de systémique, ajoutant qu'il dépassait largement le cadre du mandat du PAM. La superposition des crises engendrées par la pandémie de COVID-19, le changement climatique, les conflits, l'augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde, la pénurie d'eau et les ralentissements socioéconomiques provoqués par la pandémie appellent à repenser l'ensemble du système d'action humanitaire et d'aide au développement et à éliminer les cloisonnements pour parvenir à des avancées et non à une simple amélioration de la collaboration au sein des cloisonnements existants.
26. **MME KRISTALINA GEORGIEVA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI**, a déclaré que le PAM, le FMI et le Groupe de la Banque mondiale avaient été créés avec comme objectif commun d'améliorer la vie des populations et, que de son point de vue, le meilleur moyen de collaborer était que chacun mette ses atouts respectifs au service de la concrétisation de cet objectif.
27. Les points forts du FMI résident dans trois aspects bien spécifiques de son mandat: l'organisation a toujours le doigt sur le pouls de l'économie mondiale, analyse la situation dans les pays et à l'échelle mondiale, et communique des avis sur la meilleure façon d'utiliser les ressources au niveau national. Le FMI a compté parmi les "tout premiers intervenants" au cours de cette crise et a aidé à hiérarchiser les dépenses, un rôle qui a été particulièrement visible lorsque le Fonds a collaboré avec des partenaires comme le PAM pour concevoir des filets de protection sociale, définir les priorités, identifier les personnes les plus vulnérables et déterminer la marche à suivre pour leur prêter assistance.
28. L'année 2021 s'annonce très difficile, et le FMI se concentre sur la nécessité pressante qu'il y a, en particulier dans les pays à faible revenu, d'offrir aux gouvernements la marge budgétaire dont ils ont besoin pour amortir la crise et se relever des conséquences de la COVID-19. Pour y parvenir, le FMI, aux côtés de la Banque mondiale, a préconisé des mesures de suspension du service de la dette, préconisation que le Groupe des vingt (G20) a également faite sienne. La suspension du service de la dette ne suffira toutefois pas dans tous les pays, aussi la Banque mondiale et le FMI défendent-ils également la mise en place d'un rééchelonnement de la dette au cas par cas.
29. Il est en outre important d'apporter un soutien financier à une échelle proportionnelle aux répercussions de la crise, et crucial de cibler les pays les plus fragiles et les populations les plus vulnérables à l'intérieur de ces pays. La réussite des initiatives conjointes sera jugée à l'aune de leurs effets immédiats, mais aussi de leur efficacité à renforcer la résistance face aux chocs à venir; l'enseignement le plus élémentaire que l'on peut tirer de la crise liée à la COVID-19 est qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Les institutions multilatérales doivent collaborer à tous les niveaux, communautaire, national et mondial, afin d'investir: dans la résilience des populations, pour faire en sorte que celles-ci soient en bonne santé et instruites et qu'elles possèdent les compétences nécessaires à l'économie de demain; dans la résilience face au changement climatique, pour parvenir à un système agricole sain à même de nourrir la population mondiale et de répondre à des aspirations humaines qui respectent nos océans, nos terres et nos forêts et puissent coexister avec eux; et dans la résilience des financements, de façon à maintenir des budgets à la hauteur des mesures prises en faveur des peuples et de la planète.

30. **M. DAVID MALPASS, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**, a axé ses observations sur les systèmes alimentaires, l'endettement et les contextes de fragilité, de conflit et de violence. Bien que la situation d'urgence actuelle sans précédent exige une coopération internationale à tous les niveaux, les problèmes de longue date perturbant le système alimentaire mondial sont des priorités. Les systèmes alimentaires sont une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre, de perte de biodiversité et de pollution de l'eau et de l'air. En Afrique de l'Est, la triple crise liée à la pandémie, à l'effondrement de l'économie et à la plus grande invasion de criquets pèlerins depuis des décennies est une preuve flagrante de la vulnérabilité des récoltes et de l'urgence qu'il y a à engager les systèmes alimentaires sur une voie plus saine, plus durable et plus prospère.
31. La coopération internationale est essentielle pour s'attaquer à des problèmes de ce type, et la concertation des initiatives à l'échelle nationale revêt une importance toute particulière; la Banque mondiale cherche actuellement à nouer des partenariats souples axés sur des missions précises sous la houlette de pays en développement, en tirant parti des ressources, des mandats et des savoir-faire respectifs des organisations partenaires, tout en accordant la priorité à la capacité d'agir rapidement et efficacement pour répondre aux besoins des pays. La coordination sur le terrain est particulièrement importante dans les contextes de fragilité, de conflit et de violence, où aucune organisation ne peut résoudre les problèmes à elle seule, et la Banque mondiale tient beaucoup à travailler avec d'autres acteurs au niveau des pays.
32. Concernant le fardeau de la dette, l'initiative prise par le G20 de suspendre le service de la dette donne aux pays une bouffée d'oxygène dont ils avaient tant besoin grâce à la mise en place d'un moratoire sur les paiements jusqu'au 30 juin 2021. Dans la plupart des cas, toutefois, le moratoire repousse à plus tard les versements, mais ne réduit pas le poids de la dette à terme. Lors des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI en octobre 2020, le Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI a demandé aux deux organisations de proposer des mesures pour libérer les pays à faible revenu de l'insupportable fardeau de la dette. Celles-ci recherchent donc actuellement des solutions de réduction et de règlement de la dette, tout en s'employant à éviter le type de procédures prolongées de rééchelonnement qui ont retardé le relèvement par le passé et engendré un endettement cyclique insoutenable. La coopération internationale est indispensable au même titre que le renforcement de la transparence pour mieux concilier les intérêts des populations avec ceux des personnes qui signent les contrats d'endettement et d'investissement.
33. Sur le plan des ressources, la Banque mondiale a agi rapidement pour déployer tous ses moyens financiers et est sur la bonne voie pour engager la somme record de 160 milliards de dollars sur 15 mois, qui comprend des dons et des financements à des conditions favorables. Une riposte accélérée à la COVID-19 est utilisée pour l'achat de fournitures sanitaires et une procédure de financement accéléré est suivie pour l'achat et la distribution de vaccins, avec l'appui des avis techniques de la Banque mondiale. En réponse à la crise alimentaire mondiale, la Banque mondiale a accru ses investissements pour renforcer la sécurité alimentaire dans les pays bénéficiaires, notamment dans les pays fragiles, en conflit et en proie à la violence, et élaboré le Guichet de financement des ripostes aux crises de l'Association internationale de développement afin d'intervenir tôt lors des crises à évolution lente, en particulier pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu. M. Malpass a conclu ses observations en déclarant que



malgré l'immensité des défis à relever, il ne doutait pas que des solutions étaient envisageables, et possibles, encouragé en cela par les mesures vigoureuses prises actuellement.

34. Le **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL GUTERRES**, qui a dû quitter la séance tôt en raison d'autres engagements, a fait part de ses réflexions avant de partir. Selon lui, le multilatéralisme s'éloigne progressivement d'un fonctionnement essentiellement intergouvernemental et cloisonné, dans lequel chaque entité se concentre sur ses propres problèmes, mandats et règles. Les gouvernements n'ont plus le monopole de l'action politique; dans un monde numérique, il est à l'évidence nécessaire de suivre une démarche multipartite, et la dimension intergouvernementale du multilatéralisme doit passer à une collaboration avec la société civile et la communauté des entreprises.
35. Il est également clair que l'approche cloisonnée ne fonctionne plus. Si le multilatéralisme peut surmonter les cloisonnements, devenir inclusif et amener tout le monde à œuvrer à la réalisation d'un objectif commun, il aura un rôle clé à jouer dans la gouvernance mondiale devenue nécessaire. Le monde a besoin de formes multilatérales de gouvernance plus douces, plus souples et plus globales pour être en mesure de faire face aux pandémies, au changement climatique, à l'anarchie qui règne dans le cyberspace, aux inégalités et aux nombreuses autres menaces qui pèsent sur la société. Le débat que nous avons aujourd'hui grâce au PAM montre exactement la direction dans laquelle nous devons aller.
36. **MME JUTTA URPIAINEN, COMMISSAIRE EUROPÉENNE AUX PARTENARIATS INTERNATIONAUX**, a présenté les plans de la Commission européenne destinés à lutter, à l'échelle mondiale, contre la faim, la malnutrition et les crises alimentaires aggravées par la COVID-19. La première des priorités était de faire le lien entre les populations, la planète et l'économie dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ce pacte, qui accorde une grande place à l'agriculture durable et à la consommation durable, s'articule autour d'une stratégie dite "de la ferme à la table" et définit un programme d'action porteur de transformations en faveur des systèmes alimentaires.
37. Les thèmes d'action pour le prochain cycle budgétaire de l'Union européenne seront l'agriculture durable, la nutrition, le développement humain et la biodiversité. Ces priorités seront également abordées en suivant trois grands axes: des initiatives porteuses de transformations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux systèmes agroalimentaires durables, au moyen d'une démarche fondée sur une *Équipe Europe*; la poursuite de la collaboration avec des acteurs multilatéraux dans la perspective de partenariats et d'une coordination efficaces, collaboration dans le cadre de laquelle des manifestations telles que les sommets des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et sur la nutrition pour la croissance offriraient des occasions importantes de définir des résultats ambitieux allant au-delà de l'ODD 2; et le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, qui est essentiel pour prévenir et gérer les crises alimentaires dévastatrices, à l'échelle nationale, régionale et mondiale.
38. **MME JOSEFA SACKO, COMMISSAIRE DE L'UNION AFRICAINE À L'ÉCONOMIE RURALE ET À L'AGRICULTURE**, s'est intéressée à la question de savoir comment la communauté internationale pouvait apporter un soutien plus efficace à l'Afrique. Il sera essentiel de bâtir des économies résilientes pour que l'Afrique se relève de la crise économique, sociale et humanitaire actuelle,

qui, bien qu'elle soit une conséquence directe de la COVID-19, est aggravée par les conflits, les troubles civils, le terrorisme, le changement climatique et les invasions de criquets.

39. Le continent doit: élaborer des plans et des incitations pour préserver l'emploi et les salaires; concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes de protection sociale pour soutenir le secteur informel et aider les populations les plus vulnérables; renforcer et développer les capacités du secteur productif africain pour qu'il puisse répondre à ses propres besoins d'atténuation des répercussions économiques et sociales des pandémies; élaborer des politiques en faveur de l'innovation agricole pour promouvoir des technologies et des pratiques adaptées aux agriculteurs, aux jeunes ruraux et aux femmes; exploiter pleinement l'accord établissant la zone de libre-échange africaine de façon à développer les échanges intra-africains et à atténuer le recul du produit intérieur brut (PIB) africain; et faire cesser les conflits.
40. L'Afrique doit renforcer ses partenariats et sa collaboration avec tous ses partenaires de développement pour atteindre ses objectifs de développement; cependant, il est indispensable au préalable de mieux comprendre la réalité politique et économique locale des pays d'Afrique pour obtenir un soutien quel qu'il soit en faveur des États membres de l'Union africaine, et les partenaires de développement sont invités à accroître le financement des initiatives nationales prioritaires à la faveur tout à la fois des programmes existants et de nouveaux investissements. La Commission de l'Union africaine appelle: à développer la coordination et la coopération pour éviter les doubles emplois et assurer une utilisation efficiente des ressources disponibles; à renforcer les institutions nationales et locales, en appliquant le principe de subsidiarité relatif à la prise en charge et à la pérennisation des activités; et à renforcer les mécanismes de responsabilité mutuelle. La croissance de l'Afrique est importante pour les Africains et pour le reste du monde, mais une Afrique en paix exige une Afrique prospère, et vice versa.
41. **M. ACHIM STEINER, VICE-PRÉSIDENT DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**, a commencé par souligner que les interventions humanitaires répondaient à une absence de normalité, dont l'antithèse devrait être une voie de développement normale. Une partie de la réponse en faveur d'une nouvelle forme de collaboration et d'interaction au sein du système des Nations Unies, y compris avec des partenaires tels que l'Union africaine et l'Union européenne, consiste à reconnaître que la collaboration en matière de développement a profondément évolué: le monde passe actuellement d'une ère de l'aide au développement à une ère de la coopération pour le développement, chaque entité jouant un rôle différent et les organisations humanitaires intervenant lorsque des conflits ou des catastrophes naturelles perturbent les processus normaux d'exécution.
42. Le système des Nations Unies et ses partenaires doivent encore travailler à un avenir où la coopération pour le développement ne sera pas juste une fonction du produit intérieur brut par habitant, mais sera intégrée dans une compréhension de la façon dont les sociétés parviennent à un consensus dans les choix qu'elles font. Il est important de se souvenir qu'avant que la COVID-19 ne frappe, de nombreuses sociétés faisaient face à des manifestations à caractère revendicatif portant sur les inégalités, les enjeux liés à la durabilité, le changement climatique et les vulnérabilités. Dans ce contexte, les outils mis en place voilà 30 ou 40 ans sont devenus en

grande partie anachroniques. Les agents humanitaires, et les principes humanitaires, ont un rôle à part à jouer, mais il est temps de "refondre" le multilatéralisme.

43. Le fait de disposer d'un Coordonnateur résident à même de diriger une équipe de pays des Nations Unies et d'agir en qualité de responsable humanitaire constitue une avancée majeure pour faire en sorte que l'inertie institutionnelle soit moins problématique, mais il est nécessaire de placer davantage l'accent sur les aspects du processus situés en amont (bilans communs de pays, planification et modalités de financement) pour poser les fondements de la mise en œuvre. On perçoit au sein du système des Nations Unies ("Nous, les peuples") une aspiration à redéfinir la priorité et le contexte de notre collaboration en tant que communauté internationale et à actualiser les méthodes à suivre pour y parvenir.
44. **M. MARK LOWCOCK, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES HUMANITAIRES ET COORDONNATEUR DES SECOURS D'URGENCE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES**, a tiré le signal d'alarme: la plus grande réalisation du genre humain, à savoir l'éradication de la famine comme caractéristique de l'expérience humaine, est en danger – non pas en raison d'une pénurie de nourriture, qui est abondante, mais à cause du changement climatique, des conflits et de la contraction de l'économie due à la pandémie de COVID-19. Il est nécessaire d'agir immédiatement sur quatre fronts: premièrement, les membres des institutions financières internationales doivent donner à leur organisation les moyens d'apporter un soutien supplémentaire, plus rapide et plus efficace aux pays les plus vulnérables; deuxièmement, étant donné que certains pays, même s'ils sont relativement bien dotés en ressources, ne disposent pas des institutions ni des capacités nécessaires pour prêter assistance aux personnes démunies, des organisations telles que le PAM et la Croix-Rouge ont besoin de milliards de dollars pour intervenir là où des drames se produisent, comme au Yémen et au Soudan du Sud; troisièmement, sachant que la maladie tue plus pendant les famines que la faim elle-même, il faut investir dans les services de santé et d'assainissement de base et mobiliser des ressources pour des organisations telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Médecins sans frontières; et quatrièmement, il faut instaurer la paix et la stabilité, comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son appel à un cessez-le-feu mondial. La mauvaise nouvelle est que les conflits s'étendent alors que le calme est nécessaire à l'instauration des conditions permettant d'éviter de nombreux drames. La bonne nouvelle est que la résolution des problèmes n'est pas coûteuse – le PAM montre que 20 à 30 cents É.-U. par jour suffisent à sauver un enfant. À moins que quelque chose ne change, toutefois, de nombreux drames mondiaux risquent de se produire dans les 12 prochains mois, entraînant la perte de multiples vies humaines. L'Aperçu de la situation humanitaire mondiale pour 2021, à paraître le 1<sup>er</sup> décembre, détaille ce qu'il faut faire pour éviter la mort de millions d'enfants. Une action immédiate peut au moins faire gagner du temps, après quoi la communauté mondiale pourra de nouveau s'attacher à promouvoir un développement résilient et durable.

#### **INTERVENTIONS DES ÉTATS MEMBRES**

45. **M. GERD MÜLLER, MINISTRE FÉDÉRAL ALLEMAND DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT**, a fait remarquer que la COVID-19 était une crise économique, sociale et alimentaire autant qu'une crise sanitaire. Prenant note du déficit enregistré s'agissant des fonds

nécessaires aux organismes des Nations Unies, dont le PAM, le Ministre a lancé un appel à la solidarité mondiale pour faire face à la crise. Il a également préconisé de renforcer les institutions, notamment en faisant de l'OMS un centre mondial de lutte contre la pandémie et en organisant un conseil mondial de crise, de rééchelonner la dette pour compléter le moratoire sur le service de la dette et de faire preuve d'une volonté politique renouvelée pour atteindre les ODD 1 et 2.

46. **M. JOHN BARSA, ADMINISTRATEUR PAR INTÉRIM DE L'AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (USAID)**, a fait observer que les États-Unis d'Amérique approuvaient fermement la démarche de collaboration du Groupe de haut niveau, et que les besoins humanitaires atteignaient des niveaux record, ce qui nécessitait de mettre en place de nouveaux partenariats et de nouveaux modes de fonctionnement. Il a souligné les initiatives d'USAID visant à renforcer les liens entre les programmes humanitaires, les programmes de développement et les programmes en faveur de la paix, notamment à travers les changements apportés aux structures gouvernementales et aux structures internes de l'organisation. Il a également fait remarquer que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique regroupait les efforts qu'il déployait dans certains pays en matière d'action publique, sur le plan diplomatique et dans le cadre de ses programmes au titre de sa stratégie mondiale de lutte contre les fragilités, en réunissant diverses ressources pour en maximiser l'impact.
47. **D'AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET REPRÉSENTANTS** ont salué les éclairages apportés par les intervenants et accueilli favorablement la perspective d'une amélioration de la collaboration au sein de la communauté internationale. Le fait d'associer à l'action les institutions financières internationales et les partenaires gouvernementaux bilatéraux de développement permettra d'harmoniser le message adressé aux pays, de rationaliser la planification et, potentiellement, de réduire la charge administrative pesant sur les gouvernements. L'amélioration de la coopération et de la collaboration aidera à axer les efforts sur la planification stratégique, la mobilisation des ressources, la mise en œuvre et l'enracinement des programmes dans les besoins des communautés et des ménages.
48. Les intervenants ont été invités à faire part de leurs points de vue sur les questions suivantes: comment concilier au mieux les besoins humanitaires d'urgence avec les programmes visant à instaurer un changement durable; quel est le rôle du secteur privé dans la concrétisation des ODD; quelles sont les raisons pour lesquelles les dirigeants mondiaux n'ont pas entendu l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu universel et cette proposition a-t-elle une chance d'être suivie d'effets à l'avenir; quels sont les changements nécessaires pour qu'une démarche de collaboration produise de meilleurs résultats; est-il possible de réduire la fragmentation et la concurrence néfaste autour de ressources rares en fusionnant des organismes cloisonnés et sectorisés; quel est le meilleur moyen de s'assurer que les programmes menés en collaboration aboutissent à une gestion plus rigoureuse et plus transparente s'agissant des rôles des organismes participants; et que faudrait-il faire pour travailler en collaboration dans les pays où la coopération avec les autorités locales et nationales pour renforcer leurs capacités s'est révélée impossible.

49. Des inquiétudes ont été exprimées quant à la façon dont les relations entre les organismes des Nations Unies et les gouvernements nationaux fonctionneraient dans le cadre d'un mode d'exécution unique. Ces inquiétudes portaient notamment sur les questions suivantes: comment les coordonnateurs résidents collaboreraient avec les gouvernements pour établir et mettre en œuvre les plans de pays; comment le choix offert aux pays pourrait être concilié avec le décloisonnement; et quels seraient les rôles et responsabilités des gouvernements dans le nouveau cadre d'arrangements.
50. Des membres ont également demandé comment les divers partenaires pourraient être harmonisés et placés sur un pied d'égalité étant donné que chaque organisation fixait ses propres règles et procédures administratives, notamment s'agissant des 450 banques publiques de développement opérant à divers niveaux à travers le monde.
51. Enfin, il a été demandé aux intervenants quel changement ils souhaiteraient voir dans la façon dont les donateurs financent leur organisation pour garantir un impact maximal.
52. En réponse aux questions et observations, **MME GEORGIEVA** a déclaré que, pour le FMI, prendre des mesures énergiques pour s'attaquer à la crise actuelle signifiait reconnaître où les besoins étaient les plus grands, à savoir dans les pays à faible revenu et dans les économies de marché émergentes dépendant de secteurs particulièrement durement touchés par la crise. Le soutien à grande échelle doit être dirigé là où il fera la plus grande différence. Selon elle, le FMI pourra atteindre un impact maximal en accroissant considérablement les moyens dont il dispose pour proposer des financements à des conditions favorables. Le FMI a demandé à ses membres de prêter par son intermédiaire aux pays ayant désespérément besoin de liquidités les droits de tirage spéciaux dont ils n'avaient pas besoin. Le FMI a également besoin de ressources subsidiaires pour proposer des financements à des conditions favorables à la hauteur des besoins. En outre, une mesure très simple mais importante pour les pays à faible revenu endettés auprès du FMI consiste à suspendre, voire à effacer, la dette pour leur éviter d'avoir à choisir entre sauver des vies et rembourser ce qu'ils doivent, mais aussi d'accumuler des retards de paiement et d'aggraver ainsi leur situation financière. Enfin, il est nécessaire de faire preuve de transparence, en particulier s'agissant de la dette, car il est difficile d'optimiser l'utilisation des ressources financières si l'on ne sait pas clairement qui emprunte à qui, pourquoi et dans quelles conditions.
53. Concernant le rôle du secteur privé, l'un des enseignements évidents tirés de la crise actuelle est que les pays faisant preuve de transparence et de responsabilité, où les obstacles à la croissance du secteur privé sont rares, ont été les plus résilients. En conséquence, le FMI met en œuvre des programmes pour renforcer ces fondamentaux dans les pays, en cherchant à faire en sorte que les économies soient bien gérées et que le secteur privé contribue à la croissance et au bien-être. Cela ne fonctionnera toutefois pas à moins que les pays évitent le piège des inégalités croissantes, lesquelles se sont creusées de manière répétée à la suite de pandémies. Le FMI soutient donc des systèmes fiscaux conçus pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, permettant une progressivité lorsque cela est possible sans nuire à la croissance, susceptibles de renforcer la collecte des impôts pour améliorer la mobilisation des recettes publiques et visant à établir à 15 pour cent le ratio des impôts rapportés au PIB, ce qui est le minimum pour donner aux gouvernements les moyens d'investir dans des infrastructures qui contribuent à la croissance et d'effectuer les dépenses

sociales nécessaires. Le FMI entend également travailler avec d'autres institutions à la conception de filets de protection sociale, qui devraient idéalement comprendre des "cordes de protection sociale" dont le but est d'aider les populations à s'aider elles-mêmes.

54. Passant à la question relative à la façon dont les organisations de développement pourraient collaborer de manière harmonisée sachant que chacune possède ses propres règles et procédures administratives, Mme Georgieva a exposé une vision selon laquelle chaque organisation opérerait sur la base de ses atouts respectifs tout en tenant dûment compte des mandats des autres, éviterait un phénomène "me too" et travaillerait de manière inclusive pour éviter les doubles emplois. **M. MALPASS** a poursuivi sur le même sujet, indiquant que la nécessité pour les organismes de développement de coopérer et d'éviter les doubles emplois avait été longuement débattue par le G20. Il privilégiait un processus efficace de mise en place de plateformes par pays qui favoriseraient la coordination internationale et serviraient au mieux les intérêts des pays, en particulier au vu de la diversité des défis que ces derniers doivent relever. Il a souligné qu'il était nécessaire que les programmes de pays associent concrètement les gouvernements à la définition des besoins nationaux, un point qui a été repris par **MME SACKO**, laquelle a insisté sur l'importance pour les gouvernements de s'approprier leurs programmes de pays et, dans le contexte du relèvement à la suite de la COVID-19, de diriger les activités destinées à faire avancer les priorités nationales en matière de développement afin de parvenir à un relèvement plus résilient et plus durable.
55. **M. MALPASS** a également répondu à la question de savoir comment on pouvait maximiser l'impact des ressources, et indiqué qu'il se félicitait des contributions continues de l'Association internationale de développement, qui permettaient à la Banque mondiale d'accorder des dons si nécessaires ainsi que des financements à des conditions très favorables, en particulier aux pays les plus pauvres. Du point de vue de la Banque mondiale, la priorité devrait être donnée à des programmes visant spécifiquement à relever les plus grands défis au nombre desquels figurent l'eau propre compte tenu de ses liens avec la nutrition et la santé, l'électricité et les systèmes alimentaires, notamment le choix des cultures, des semences et des systèmes de fertilisation. Le mouvement consistant à créer des systèmes nationalistes, qui fait écho à l'idée selon laquelle la production d'un pays ne peut être générée que localement, était une source d'inquiétude. M. Malpass a aussi attiré l'attention sur les doubles taux de change en vigueur dans certains pays, qui étaient coûteux et limitaient les effets des apports de ressources. Enfin, les filets de protection sociale offrent un système au moyen duquel des ressources peuvent être fournies aux familles pour améliorer leur nutrition et leur santé, et il demeure nécessaire d'élaborer des systèmes de filets de protection sociale viables dans de nombreux pays.
56. **M. STEINER**, sur la question de savoir quel changement devrait être apporté pour maximiser l'impact du financement, a déclaré que, bien qu'il soit toujours nécessaire d'augmenter les financements de base, les outils mis au point pour mesurer la performance dans le cadre de la gestion axée sur les résultats ne permettaient parfois pas d'évaluer si les ressources de base se traduisaient réellement par une valeur ajoutée ou des actions efficaces sur le terrain. Bien qu'avec ses collègues, il prenne la gestion axée sur les résultats très au sérieux, d'après son expérience, la gouvernance axée sur les résultats était difficile pour les organes directeurs, et il était grand temps de revoir cette approche.

57. M. Steiner n'est pas opposé à l'idée de fusionner les organismes cloisonnés et sectorisés pour aider à réduire la fragmentation et la concurrence néfaste autour de ressources qui se font rares, à condition que le but soit d'améliorer la coopération internationale sur le long terme et non de réagir simplement de manière opportuniste à une crise.
58. À propos de l'inquiétude quant à la question de savoir si un mode d'exécution unique adopté par le système des Nations Unies risquait de limiter les options offertes aux gouvernements, il a déclaré que les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ne visaient pas à mettre en place un mode d'exécution unique, mais au contraire à instaurer une négociation souveraine entre un pays et le système des Nations Unies pour le développement portant sur les principales priorités nationales ainsi que sur la façon dont les institutions, les fonds et les programmes pourraient se ranger derrière un programme élaboré conjointement et un engagement à travailler en collaboration. Les institutions, les fonds et les programmes ont un mandat de portée mondiale, et les différents ministères pourraient continuer d'accéder à leurs services. En outre, compte tenu de la façon dont les organismes sont financés et dont les partenariats nationaux sont noués au sein de la communauté des donateurs, la mise en place d'un mode de financement unique est peu probable. L'objectif est de parvenir à une plus grande cohésion, à une meilleure coordination, à une planification et à une évaluation communes, à une réduction des gaspillages et, surtout, à une exécution conjointe, qui, comme cela était prévu par la réforme du Secrétaire général portant sur le système des Nations Unies pour le développement, devrait bénéficier à la coopération pour le développement globalement, aussi bien du point de vue des pays que du point de vue de la communauté des donateurs.
59. Réagissant à un appel des membres invitant la communauté internationale à faire bloc pour réaliser des actions plus vastes, en particulier pour concrétiser les ODD 1 et 2, M. Steiner a indiqué que le maintien de la capacité d'action en tant que communauté internationale exigeait une attention particulière dans les circonstances actuelles. L'expérience de la première vague de la pandémie, bien que n'étant pas tout à fait rassurante, englobait des initiatives héroïques. Cependant, l'écart actuel entre les besoins et l'aide apportée se creuse, et la dure réalité est que le monde se dirige vers une aggravation de la famine et de la faim pour des centaines de millions de personnes, y compris dans des pays à revenu intermédiaire, si nous ne parvenons tout simplement pas à faire bloc.
60. Résumant la manifestation de haut niveau, le **PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** a fait part de son espoir de voir ce débat être le premier d'une longue série permettant d'accélérer le changement au niveau des pays ainsi qu'une gestion/supervision concertée à l'échelle mondiale. Il a souligné les points suivants abordés lors de la réunion: il est nécessaire d'instaurer une collaboration concrète entre les partenaires internationaux pour améliorer les résultats sur le terrain, notamment au moyen de réunions régulières des organisations participant au débat; il faut augmenter les ressources nationales et internationales, en particulier pour alléger la dette et dégager une marge budgétaire; la communication doit être améliorée et les messages contradictoires évités; il convient de prêter une attention particulière à la prévention dans les pays en proie à la violence ou fragilisés pour d'autres raisons et de promouvoir une direction et une prise en charge des activités par les autorités nationales; le secteur privé et les banques publiques de développement devraient être associés à l'action en s'appuyant sur leur complémentarité; les services de santé devraient être renforcés pour lutter contre les maladies

qui ont souvent des répercussions plus graves que la faim elle-même pendant les crises; les bénéficiaires devraient être ciblés en fonction de leurs besoins et non de leur statut; le cessez-le-feu auquel le Secrétaire général a appelé est indispensable pour la stabilité dont les pays ont besoin pour se relever; et l'éradication de la faim dans le monde est tout simplement un impératif moral et dépend uniquement de la volonté politique de la communauté internationale et des gouvernements. Le Président a appelé les organisations participant au débat de haut niveau à désigner des référents pour faciliter les discussions et préparer des propositions concrètes concernant la mise en place de possibles "pistes pour mieux intégrer la programmation, le financement et la mise en œuvre", propositions qui pourraient être examinées et suivies d'effets dans un avenir proche, peut-être lors des réunions du FMI et de la Banque mondiale prévues en avril 2021.

61. Invité par le Président à prononcer le mot de la fin, le **DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PAM** a déclaré qu'après 200 ans de progrès, le monde reculait depuis cinq ans. Compte tenu des richesses accumulées par les nations et du droit de chaque être humain sur Terre à la nourriture, il n'y a pas de raison de ne pas pouvoir venir à bout de la faim. Il est donc urgent pour la communauté internationale de collaborer de manière plus concrète, plus réaliste et plus stratégique. Le Directeur exécutif ne doute pas qu'elle y parviendra, et le PAM est résolu à faire sa part du travail.

**FIN DU RAPPORT**